

NATIONALISME ET VIE ÉCONOMIQUE (1)

(30 novembre 1933)

Le fascisme italien a proclamé que l'« égoïsme sacré » national est le seul facteur créateur. Après avoir réduit l'histoire de l'humanité à l'histoire nationale, le fascisme allemand a entrepris de réduire la nation à la race et la race au sang. Bien sûr, dans les pays qui n'ont pas encore atteint — ou plutôt ne sont pas encore tombés dans — le fascisme, les problèmes de l'économie sont de plus en plus coulés de force dans les cadres nationaux. Tous n'ont pas le courage d'inscrire ouvertement l'« autarcie » sur leurs drapeaux. Mais, partout, la politique est orientée vers une ségrégation aussi hermétique que possible de la vie nationale par rapport à l'économie mondiale. Il n'y a pas vingt ans encore, tous les livres d'école enseignaient que le plus puissant facteur de la production de richesse et de culture était la division mondiale du travail, inhérente aux conditions naturelles et historiques du développement de l'humanité. Il apparaît maintenant que les échanges mondiaux sont l'origine de tous les malheurs et de tous les dangers. En arrière, ho ! Il nous faut non seulement corriger l'erreur de l'amiral Perry (2) qui ouvrit la brèche dans l'autarcie japonaise, mais corriger aussi l'erreur infiniment plus importante de Christophe Colomb qui aboutit à une extension aussi immodérée de l'arène de la culture humaine.

La valeur éternelle de la nation découverte par Mussolini et Hitler est maintenant opposée aux fausses valeurs du 19^e siècle, la démocratie et le socialisme. Là aussi nous entrons en contradiction insurmontable avec les vieux livres, et, ce qui est pire, avec les faits irréfutables de l'histoire. Seule une ignorance haineuse peut

(1) T 3636. *Foreign Affairs*, avril 1934.

(2) L'amiral américain Matthew Galbraith PERRY (1794-1858), à la tête d'une petite flotte de guerre, avait contraint le gouvernement japonais à s'« ouvrir » en 1853 au commerce international.

tracer un contraste aussi vif entre la nation et la démocratie libérale.

En fait, tous les mouvements de libération dans l'histoire moderne, à commencer, disons, par la lutte de la Hollande pour son indépendance (3), ont eu un caractère à la fois national et démocratique. L'éveil des nations opprimées et démembrées, leur lutte pour rassembler leurs parties séparées et pour rejeter le joug étranger, auraient été impossibles sans une lutte pour la liberté politique. La nation française s'est consolidée dans les tempêtes et les souffrances de la révolution démocratique à la fin du 18^e. Les nations allemande et italienne ont émergé d'une série de guerres et de révolutions au 19^e. Le puissant développement de la nation américaine qui a reçu son baptême de liberté dans son soulèvement du 18^e, a été finalement garanti par la victoire du Nord contre le Sud dans la guerre civile (4). Ni Mussolini ni Hitler n'ont découvert la nation. Le patriotisme dans son sens moderne — ou, plus précisément, son sens bourgeois — est un produit du 19^e siècle. La conscience nationale du peuple français est peut-être la plus conservatrice et la plus stable de toutes et, jusqu'à ce jour, elle se nourrit des traditions démocratiques.

Mais le développement économique de l'humanité qui a balayé le particularisme médiéval ne s'est pas arrêté à l'intérieur des frontières nationales. Le développement du commerce mondial a été parallèle de la formation des économies nationales. La tendance à ce développement — au moins pour les pays avancés — s'est exprimée dans le déplacement de gravité du marché intérieur au marché extérieur. Le 19^e siècle a été marqué par la fusion du destin de la nation avec celui de sa vie économique, mais la tendance fondamentale de notre siècle est la contradiction grandissante entre nation et vie économique. En Europe, cette contradiction est devenue intolérablement aiguë.

Le développement du capitalisme allemand a eu un caractère très dynamique. Au mieu du 19^e siècle, le peuple allemand étouffait dans les cages d'une dizaine de patries féodales. Moins de quatre décennies après la création de l'Empire allemand, l'industrie allemande suffoquait dans le cadre de l'Etat national. Une des principales causes de la guerre mondiale a été la tentative du capital allemand pour trouver un accès à une arène plus vaste. Hitler a

(3) C'est en 1658, au terme de la « guerre de quatre-vingts ans », que l'Espagne avait reconnu l'indépendance des « Provinces-Unies ».

(4) Double allusion à la guerre d'Indépendance américaine (1775-1783), et à la guerre de Sécession (1861-1865).

combattu en tant que caporal en 1914-1918, non pour l'unification de la nation allemande, mais au nom d'un programme supra-national impérialiste qui s'exprimait dans la fameuse formule de l'« organisation de l'Europe ». Unifiée sous la domination du militarisme allemand, l'Europe devait devenir le champ de manœuvre pour une entreprise infiniment plus grande, l'organisation de la planète entière.

Mais l'Allemagne n'est pas une exception. Elle n'a fait qu'exprimer sous une forme plus intense et plus agressive la tendance de toutes les autres économies capitalistes nationales. Le heurt entre ces tendances a abouti à la guerre. La guerre, il est vrai, comme tous les grandioses bouleversements de l'histoire, a soulevé différentes questions historiques, et, en passant, donné de l'élan à des révolutions nationales dans les parties les plus arriérées de l'Europe, la Russie tsariste et l'Autriche-Hongrie. Mais ce n'était là que le lointain écho d'une époque déjà révolue. En essence, la guerre avait un caractère impérialiste. Elle tentait par des méthodes mortelles et barbares de résoudre un problème de développement historique progressif — celui de l'organisation de la vie économique sur l'arène tout entière qui a déjà été préparée par la division mondiale du travail.

Inutile de le dire, la guerre n'a pas trouvé de solution à ce problème. Au contraire, elle a atomisé l'Europe encore plus. Elle a augmenté l'interdépendance de l'Europe et de l'Amérique tout en approfondissant l'antagonisme entre elles. Elle a donné de l'élan au développement indépendant des pays coloniaux et en même temps accru la dépendance des centres métropolitains vis-à-vis des marchés coloniaux. L'une des conséquences de la guerre fut l'aggravation des contradictions du passé. On ne saurait fermer les yeux devant ce fait au cours des premières années d'après-guerre, quand l'Europe, avec l'aide de l'Amérique, s'employait à reconstruire du haut en bas son économie dévastée par la guerre. Mais la restauration des forces productives impliquait nécessairement la revigoration de tous les maux qui avaient conduit à la guerre. La crise actuelle, qui synthétise toutes les crises capitalistes du passé, signifie avant tout la crise de la vie économique nationale.

La S.D.N. a essayé de traduire du langage du militarisme en langage de la diplomatie la tâche que la guerre n'avait pas résolue. Après que Ludendorff (5) ait échoué dans sa tentative pour

(5) Erich LUDENDORFF (1865-1937), quartier-maître général de l'armée allemande auprès de Hindenburg en 1918, incarnait le pangermanisme et les visées

« organiser » l'Europe par l'épée, Briand (6) a tenté de fonder les « Etats-Unis d'Europe » au moyen de son éloquence diplomatique sucrée. Mais la série interminable des conférences politiques, économiques, financières, douanières et monétaires n'a fait que dérouler le panorama de la faillite des classes dominantes face à la tâche impossible à reporter, à la tâche brûlante de notre époque.

On peut la formuler théoriquement ainsi : comment garantir l'unité économique de l'Europe, tout en préservant une complète liberté de développement culturel aux peuples qui y vivent ? Comment une Europe unifiée peut-elle être intégrée dans une économie mondiale coordonnée ? On ne peut trouver la solution en défiant la nation, mais, au contraire, en libérant totalement les forces productives des chaînes que leur a imposées l'Etat national. Mais les classes dirigeantes d'Europe, démoralisées par la faillite des méthodes militaire et diplomatique, abordent aujourd'hui cette tâche à l'envers, c'est-à-dire qu'elles essaient de soumettre de force l'économie à un Etat national périmé. La légende du lit de Procuste se renouvelle sur une grande échelle. Au lieu de déblayer une large arène pour les opérations de la technologie moderne, les maîtres de ce monde tranchent et taillent en pièces l'organisme vivant de l'économie.

Dans un récent discours-programme, Mussolini a salué la mort du « libéralisme économique », c'est-à-dire du règne de la libre concurrence. L'idée en elle-même n'est pas neuve. L'époque des trusts, des syndicats et cartels a depuis longtemps relégué à l'arrière-plan la libre concurrence. Mais les trusts sont plus incompatibles encore avec des marchés nationaux restreints que ne l'étaient les entreprises du capitalisme libéral. Le monopole a dévoré la concurrence dans la même proportion que l'économie mondiale soumettait le marché national. Le libéralisme économique et le nationalisme économique ont été périmés au même moment. Les tentatives pour sauver la vie économique en lui inoculant le virus pris au cadavre du nationalisme aboutissent à cet empoisonnement du sang qui porte le nom de fascisme.

L'humanité est poussée dans sa montée historique par le besoin d'atteindre la plus grande quantité de biens avec la dépense

expansionnistes. Drapeau de l'extrême-droite nationaliste, compromis dans le « putsch de Kapp » en 1920 et celui de Hitler en Bavière en 1923, il était le symbole des plans de « réorganisation » de l'Europe sous le militarisme allemand.

(6) Aristide BRIAND (1862-1932), avocat, ancien député socialiste et plusieurs fois président du Conseil, avait proposé la constitution d'Etats-Unis d'Europe, alors qu'il était ministre des affaires étrangères, le 19 septembre 1929, au cours d'un dîner diplomatique qui réunissait les représentants de vingt-sept pays.

de travail la plus réduite. Cette base matérielle de la croissance culturelle fournit également le critère le plus profond permettant d'apprécier les régimes sociaux et les programmes politiques. La loi de la productivité du travail a la même signification dans la sphère de la société humaine que la loi de la gravitation dans celle de la mécanique. La disparition de formations sociales dépassées n'est que la manifestation de cette loi cruelle qui a déterminé la victoire de l'esclavage sur le cannibalisme, du servage sur l'esclavage, du travail salarié sur le servage. La loi de la productivité du travail se fraie son chemin, non pas en ligne droite, mais de façon contradictoire, par de brusques accélérations, des sauts et des zig-zags, surmontant à sa façon les barrières géographiques, anthropologiques et sociales. C'est pourquoi il existe en histoire autant d'exceptions, qui ne sont toutes en réalité, que des reflets de la « règle ».

Au 19^e siècle, la lutte pour une plus grande productivité du travail a revêtu essentiellement la forme de la libre concurrence, laquelle a maintenu l'équilibre dynamique de l'économie capitaliste à travers des fluctuations cycliques. Mais, précisément du fait de son rôle progressif, la concurrence a conduit à une monstrueuse concentration en trusts et en syndicats, ce qui a à son tour signifié une concentration des contradictions économiques et sociales. La libre concurrence est comme une poule qui aurait couvé, non un canard, mais un crocodile. Rien d'étonnant qu'elle ne puisse venir à bout de sa propre progéniture !

Le libéralisme économique a fait son temps. C'est avec de moins en moins de conviction que ses Mohicans font appel au jeu réciproque automatique de ses forces. Il faut de nouvelles méthodes pour faire correspondre les trusts gratte-ciel aux besoins humains. Il faut des changements radicaux dans la structure de la société et de l'économie. Mais de nouvelles méthodes entrent en conflit avec les habitudes anciennes et, ce qui est infiniment plus important, avec les intérêts anciens. La loi de la productivité du travail se heurte convulsivement à des barrières qu'elle a elle-même dressées. C'est ce qui est au cœur de la grandiose crise du système économique moderne.

Les politiciens et théoriciens conservateurs, pris à l'improviste par les tendances destructrices de l'économie nationale et internationale, ont tendance à conclure que c'est le sur-développement de la technologie qui constitue la cause principale des maux actuels. Il est difficile d'imaginer paradoxe plus tragique ! Un homme politique et financier français, Joseph Caillaux

(7), voit le salut dans des limitations artificielles du processus de mécanisation. Ainsi, les représentants les plus éclairés de la doctrine libérale tirent-ils soudain leur inspiration des sentiments de ces travailleurs ignorants qui, il y a cent ans, brisaient les métiers à tisser (8). La tâche progressive qui consiste à savoir adapter l'arène des rapports économiques et sociaux à la nouvelle technologie est renversée et devient un problème de savoir comment restreindre et diminuer les forces productives afin de les adapter aux vieilles arènes nationales et aux vieilles relations sociales. Des deux côtés de l'Atlantique, on gaspille une énergie mentale considérable en vains efforts pour résoudre le fantastique problème qui consiste à faire revenir le crocodile dans l'œuf. Le nationalisme économique ultra-moderne est irrévocablement condamné par son propre caractère réactionnaire ; il retarde et abaisse les forces productives de l'homme.

La politique d'une économie fermée implique la restriction artificielle de celles des branches de l'industrie qui sont capables de fertiliser avec succès l'économie et la culture d'autres pays. Elle implique aussi l'implantation artificielle d'industries qui n'ont pas, sur place, sur le sol national, de conditions favorables à leur implantation. Cette fiction de l'auto-suffisance de l'économie provoque ainsi des dépenses supplémentaires excessives dans deux directions. Il faut y ajouter l'inflation. Au cours du 19^e siècle, l'or, en tant que mesure universelle de valeur, est devenue la base de tous les systèmes monétaires dignes de ce nom. L'abandon de l'étalon-or déchire plus sûrement l'économie mondiale que ne le font les murs douaniers. L'inflation, elle-même expression des relations internes désordonnées et de la perturbation des liens économiques entre nations, augmente le désordre et contribue, de fonctionnel qu'il était, à le rendre organique. Ainsi le système monétaire « national » couronne-t-il l'œuvre sinistre du nationalisme économique.

Les représentants les plus intrépides de cette école se consolent avec la perspective que la nation, tout en s'appauvrissant dans une économie fermée, deviendra plus « unifiée » (Hitler) et que, comme l'importance du marché mondial diminue, les causes de conflits extérieurs diminuent elles aussi. De telles espérances ne

(7) Joseph CAILLAUX (1863-1944), député radical, plusieurs fois ministre, était connu surtout pour la rigueur de ses principes en matière de politique financière.

(8) Allusion au mouvement « luddite » du début du XIX^e en Grande-Bretagne au cours duquel les ouvriers brisaient les machines qui les privaient de leur travail, à l'époque des débuts de la mécanisation et de la révolution industrielle.

font que démontrer combien la doctrine de l'autarcie est à la fois réactionnaire et profondément utopique. Le fait est que les sources du nationalisme sont aussi les laboratoires des terrifiants conflits à venir ; comme un tigre affamé, l'impérialisme s'est retiré dans sa tanière afin de se ramasser pour bondir à nouveau.

En réalité, les théories sur le nationalisme économique, qui semblent se fonder sur les lois « éternelles » de la race, ne font que démontrer à quel point la crise mondiale est en réalité sans espoir — un exemple classique de la façon de faire vertu d'une amère nécessité. Grelottant sur les bancs lisses de quelque gare perdue, les passagers du train en détresse peuvent stoïquement s'assurer les uns aux autres que le bien-être corrompt corps et âme. Mais tous rêvent d'une locomotive qui les mènerait à un endroit où ils pourraient étendre leurs corps fatigués entre deux draps propres. La préoccupation immédiate du monde des affaires, dans tous les pays, c'est de tenir, de survivre de quelque façon, même dans le coma, sur le lit dur du marché national. Mais tous ces stoïques involontaires attendent avec angoisse le puissant engin d'une nouvelle « conjoncture » mondiale, une nouvelle phase économique.

Arrivera-t-elle ? Les prédictions sont rendues difficiles, sinon impossibles, par l'actuelle perturbation de l'ensemble du système économique. Les anciens cycles industriels, comme les battements du cœur d'un corps en bonne santé, avaient un rythme stable. Depuis la guerre, nous n'observons plus la succession ordonnée des phases économiques ; le vieux cœur saute des battements. En outre, il y a la politique du soi-disant « capitalisme d'Etat ». Poussés par des intérêts fiévreux, et par les dangers sociaux, les gouvernements font irruption dans le domaine économique avec des mesures d'urgence dont, la plupart du temps, ils ne sont même pas capables de prévoir les conséquences. Mais, même si on laisse de côté la possibilité d'une nouvelle guerre, qui bouleverserait pour longtemps le fonctionnement élémentaire des forces économiques comme des tentatives conscientes de contrôle planifié, nous pouvons cependant prévoir avec certitude le tournant, de la crise et de la dépression à la reprise, et si oui ou non les symptômes favorables qui se présentent aujourd'hui en Angleterre et, dans une certaine mesure, aux Etats-Unis, se révéleront des hirondelles qui n'annonçaient pas le printemps. L'œuvre destructrice de la crise doit — si elle n'y est pas encore arrivée — atteindre le point où l'humanité paupérisée aura besoin d'une masse nouvelle de biens. Les cheminées fumeront, les roues tourneront. Et quand la reprise sera suffisamment avancée, le monde des affaires secouera sa stupeur, oubliera très vite les leçons d'hier, et balaiera avec

mépris les théories des privations, en même temps que leurs auteurs.

Mais ce serait gravement s'illusionner que d'espérer que l'ampleur de la reprise à venir correspondra à la profondeur de la crise actuelle. Au cours de l'enfance, de l'âge adulte et de la vieillesse, le cœur bat à des rythmes différents. Pendant la montée du capitalisme, les crises successives avaient un caractère fugitif, et le déclin temporaire de la production était plus que compensé à l'étape suivante. Il n'en est plus ainsi maintenant. Nous sommes entrés dans une époque où les périodes de reprise économique sont brèves, tandis que les périodes de dépression ne cessent de s'approfondir. Les vaches maigres dévorent les vaches grasses sans laisser de trace et continuent à meugler de faim.

Tous les Etats capitalistes seront plus impatientes et agressives dès que le baromètre économique commencera à remonter. La lutte pour les marchés étrangers deviendra d'une âpreté sans précédent. Les pieuses idées sur les avantages de l'autarcie seront immédiatement mises de côté et les sages plans pour l'harmonie nationale jetés dans la corbeille à papier. Ceci vaut non seulement pour le capitalisme allemand, avec sa dynamique explosive, ou pour le capitalisme tard venu et cupide du Japon, mais aussi pour le capitalisme d'Amérique, lequel est encore puissant en dépit de ses contradictions nouvelles.

Les Etats-Unis représentent le type le plus parfait de développement capitaliste. L'équilibre relatif de son marché intérieur apparemment inépuisable a assuré aux Etats-Unis une prépondérance technique et économique incontestable sur l'Europe. Mais leur intervention dans la guerre mondiale était en réalité une expression du fait que leur équilibre interne avait déjà été atteint. Les modifications introduites par la guerre dans la structure américaine font à leur tour de son entrée sur l'arène mondiale une question de vie ou de mort pour le capitalisme américain. Il ne manque pas de preuves que cette entrée revêtira des formes extrêmement dramatiques.

La loi de la productivité du travail est d'une importance décisive dans les rapports entre l'Amérique et l'Europe, et, de façon générale, dans la détermination de la place à venir des Etats-Unis dans le monde. La forme la plus élevée que les Yankees ont donnée à la loi de la productivité du travail, c'est ce qu'on appelle la chaîne de montage, la production standardisée ou production de masse. Il semblerait que l'on ait trouvé le point à partir duquel le levier d'Archimède devait renverser le monde. Mais la vieille pla-

nète ne veut pas être renversée. Chacun se défend contre tous les autres, se protégeant derrière des murailles douanières et une rangée de baïonnettes. L'Europe n'achète pas de biens, ne paie pas ses dettes, et, par-dessus le marché, s'arme. Avec cinq misérables divisions, le Japon affamé s'empare de tout un pays (9). La technique la plus avancée au monde semble impuissante devant des obstacles qui reposent sur une technique bien inférieure. La loi de la productivité du travail semble perdre de sa vigueur.

Mais ce n'est qu'une apparence. La loi fondamentale de l'histoire humaine doit inéluctablement se venger des phénomènes secondaires et annexes. Tôt ou tard, le capitalisme américain devra s'ouvrir à lui-même, en long et en large, notre planète tout entière. Au moyen de quelles méthodes ? De toutes les méthodes. Un coefficient élevé de productivité signifie également un coefficient élevé de forces destructives. Suis-je en train de prêcher la guerre ? Pas le moins du monde, je ne prêche rien. J'essaie seulement d'analyser la situation mondiale et de tirer des conclusions des lois de la mécanique économique. Il n'existe rien de pire que cette espèce de couardise mentale qui tourne le dos aux faits et aux tendances quand ils contredisent idéaux et préjugés.

Ce n'est que dans le cadre historique du développement mondial que nous pouvons assigner sa place propre au fascisme. Il n'y a en lui rien de créateur, rien d'indépendant. Sa mission historique consiste à réduire à une absurdité la théorie et la pratique de l'impasse économique.

En son temps, le nationalisme démocratique a mené en avant le genre humain. Aujourd'hui encore il est capable de jouer un rôle progressif dans les pays coloniaux d'Orient. Mais le nationalisme fasciste décadent qui prépare des explosions volcaniques et des affrontements grandioses dans l'arène mondiale n'apporte que des ruines. Toutes nos expériences sur ce point au cours des vingt-cinq ou trente dernières années ne nous paraîtront avoir été qu'une ouverture idyllique comparée à la musique d'enfer qui se prépare. Et, cette fois, il ne s'agit pas d'un déclin économique temporaire, mais d'une dévastation économique complète et de la destruction de toute notre culture, au cas où l'humanité laborieuse et pensante s'avèrerait incapable de saisir à temps les rênes de ses propres forces productives et de les organiser correctement à l'échelle de l'Europe et du monde.

(9) Allusion à la conquête par l'armée japonaise de la grande province chinoise de Mandchourie.